

Les crédits

diens. C'est exactement la situation de notre réseau national de transport ferroviaire des voyageurs.

Les crédits accordés à VIA Rail ont atteint la somme sans précédent de 641 millions de dollars en 1988, soit une subvention moyenne de 100 \$ par voyageur. Nous demandons à tous les Canadiens de la payer, mais seulement 3 p. 100 des public voyageurs utilisent ce mode de transport. Les Canadiens ont fait connaître leur préférence pour d'autres modes de transport. L'automobile, que l'on choisit dans 84 p. 100 des cas, est clairement le mode préféré.

• (1740)

Contrairement à tout ce qu'on a dit ces derniers mois, la performance de VIA Rail empire au lieu de s'améliorer. Alors que les revenus ont augmenté de 13 p. 100 ou 26 millions en 1988, les coûts se sont accrus de 15 p. 100 ou 94 millions, de sorte que les subventions gouvernementales à VIA Rail ont subi une hausse de 68 millions. Comme vous le voyez, madame la Présidente, il a fallu prendre rapidement des mesures pour arrêter cette hémorragie des fonds publics.

La décision de réduire les subventions à VIA Rail a été difficile à prendre. Notre système était dispendieux et inefficace.

Beaucoup d'autres pays prennent des décisions concernant leurs services-voyageurs ferroviaires en fonction de leurs situations démographique et économique particulières. La décision du gouvernement est fondée sur les réalités économiques et démographiques canadiennes.

Il faut examiner notre décision en prenant en considération le fait que notre pays est le deuxième en superficie au monde, mais qu'il est parmi les moins peuplés. Le service offert par VIA doit tenir compte de la densité de la population le long du corridor Québec-Windsor ainsi que des besoins différents des régions de l'Atlantique et de l'ouest du Canada.

Contrairement au libellé de la motion à l'étude aujourd'hui, nous avons, il me semble, pris les mesures nécessaires pour assurer l'avenir de VIA en tant que réseau de transport de voyageurs national, abordable, et viable.

Depuis que nous avons annoncé cette décision, nous en avons, à toutes les occasions possibles, discuté l'importance avec les Canadiens. Tous les citoyens savent que nous devons réduire le fardeau de la dette. On a deman-

dé aux Canadiens de se serrer la ceinture, et on ne peut faire une exception pour VIA.

Le gouvernement s'est distingué ces quatre dernières années par sa responsabilité financière et sa répartition judicieuse des ressources financières fédérales. Lorsque l'argent se fait rare, on le dépense pour ce qui est le plus nécessaire, là où il a le plus de chances de donner des résultats.

J'invite les députés d'en face et, en fait, tous les Canadiens, à examiner les faits et à juger par eux-mêmes de la validité des réalités financières auxquelles nous sommes actuellement confrontés. Si nous avons dû prendre des décisions difficiles, c'est parce que nous avons hérité en 1984 d'une dette que, personnellement, je ne veux pas transmettre à mes enfants ni à mes petits-enfants.

Les choix difficiles que nous avons été forcés de faire nous ont permis de réduire le déficit et de ramener le taux d'inflation à un niveau plus acceptable, contrairement au taux d'intérêt de 22 p. 100 et aux taux de chômage de 13, 14 et 15 p. 100 que nous avions lorsque l'opposition était au pouvoir.

Une gestion financière sérieuse, combinée à de bons programmes économiques, a ouvert la voie à un taux de croissance économique parmi les plus élevés du monde industriel. En tant que Canadiens soucieux de leurs responsabilités, nous nous devons de laisser à nos enfants toutes les possibilités de développement dont nous avons nous-mêmes bénéficié.

M. MacLellan: Madame la Présidente, je voudrais seulement répondre à ce qu'a dit la ministre concernant la dette dont le Canada a hérité. Elle est beaucoup plus élevée maintenant qu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel en 1984.

Je veux aussi faire remarquer que le gouvernement ne peut absorber. . .

Des voix: Oh, oh!

M. MacLellan: Allons donc! Le fait est que le gouvernement s'en fiche. Il n'offre que des miettes au public canadien et rate les occasions qu'il aurait de réduire ses dépenses pour ne pas déplaire à ses amis de la grosse finance.

Or, que fait le gouvernement? Il s'en prend aux gens et aux régions qui en ont le moins les moyens. Il permet à un homme comme M. Lawless de devenir président de VIA Rail et ainsi de s'arranger pour que le CN réduise ses activités dans les régions du pays. Cette politique est déjà